

Un Erasmus pour les apprentis

LE RÉSUMÉ

Des députés européens lancent un projet pilote pour permettre aux apprentis de profiter eux aussi du système Erasmus.

150 jeunes pourront accéder aux centres de formation de 14 pays de l'Union. Cette année, la Belgique ne participe pas.

FRÉDÉRIC ROHART

Voici «Erasmus Pro», ou l'Erasmus de l'apprentissage – le nom n'est pas tout à fait arrêté: c'est encore une version bêta... L'idée est simple. Permettre à des jeunes en apprentissage de passer six mois à un an dans un autre pays de l'Union européenne pour enrichir leur formation.

Un groupe de députés européens mené par le conservateur français Jean Arthuis prépare le projet depuis des mois, la Commission européenne l'a approuvé, le voici donc sur les rails. Trente-six centres de formation d'apprentis dans quatorze pays de l'Union participent à une première expérience, au cours de laquelle quelque 150 jeunes traverseront les frontières. Les centres de formation nationaux seront indemnisés par l'Union européenne: en plus des cours théoriques, ils devront fournir aux jeunes des cours de langue, mais aussi un soutien administratif et leur assurer un réseau d'entreprises susceptible de les former.

De la base

Le concept de l'échange d'apprentis existe déjà dans le programme «Erasmus +» de la Commission européenne. Mais les apprentis ne bénéficient en moyenne que de quatre semaines à l'étranger. Les freins à la mobilité vont des problèmes de reconnaissance des diplômes professionnels d'un pays à l'autre aux législations du travail et de la formation non harmonisées. «Avec ce projet-ci, l'objectif à terme est de tendre vers un cadre unique de l'apprentissage,

comme il en existe un pour les étudiants», explique Alain Choquet, attaché au bureau de Jean Arthuis.

Au-delà de l'enrichissement personnel que ces expériences doivent apporter aux apprentis, certaines entreprises y trouveront un intérêt certain. «C'est un projet qui vient de la base: on répond à la demande des grands groupes. La chaîne hôtelière Accor par exemple est très intéressée: dans un hôtel, il faut du personnel capable

d'accueillir dans plusieurs langues», souligne Alain Choquet. Et le Français de poursuivre avec un autre exemple: «Si vous apprenez la navigation en France, vous avez tout intérêt à aller passer quelques mois dans un port en eaux profondes en Allemagne, où ils ont des logiciels de simulation que nous n'avons pas.»

Objectif 150.000

La Belgique ne participe pas pour

l'instant à cet «Erasmus Pro», mais un eurodéputé wallon fait partie des initiateurs. «On couple le système Erasmus, qui a fait ses preuves chez les étudiants, au modèle de formation duale allemand, dont tout le monde

reconnait qu'il fonctionne bien – on revient à quelque chose de très ancien: le compagnonnage», explique Claude Rolin (cdH). L'initiative a aussi une dimension politique plus générale, souligne-t-il: à une époque où la méfiance dans le projet européen est grande, «on renforce la logique européenne».

À partir de cette expérience pilote, l'idée est d'élargir le mouvement. Le budget prévu cette année par la Commission européenne est de 2,3 millions d'euros, il devrait passer à 5 millions l'an prochain. Il faut bien sûr que les entreprises soient prêtes à jouer le jeu, puisqu'elles sont censées prendre en charge une partie des frais. L'objectif à terme serait de faire participer 150.000 à 300.000 jeunes par an à ce programme de mobilité longue imaginé par le think tank Notre Europe – Institut Jacques Delors.

Le projet bouscule la logique institutionnelle européenne, puisque pour une fois ce n'est pas la Commission qui est à la manœuvre, mais des parlementaires. Le traité de Lisbonne permet aux députés de mener des projets pilotes et des actions préparatoires, deux outils d'initiative parlementaire qui donnent de petites ailes aux députés alors que l'initiative législative reste une chasse gardée de la Commission.

Si l'initiative prend, ce sera un succès politique majeur pour le Parlement.

«C'est un projet qui vient de la base: on répond à la demande des grands groupes.»

ALAIN CHOQUET
ATTACHÉ PARLEMENTAIRE